

Déclaration

# Face aux premiers reniements de Hollande, s'organiser et s'unir pour lutter

vendredi 13 juillet 2012, par [GRS](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2012).

## **FACE AUX PREMIERS RENIEMENTS DE HOLLANDE, S'ORGANISER ET S'UNIR POUR LUTTER !**

Déclaration du GRS

A peine avalée la couleuvre d'un « coup de pouce » au SMIC parfaitement dérisoire, voici une déclaration de François Hollande annonçant les pires conséquences si elle passe dans les faits : il s'engage à faire voter « rapidement » le « pacte de stabilité européen » (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, TSCG) noyé dans un paquet de mesures de diversion.

Ce pacte scélérat dont la révision était une exigence incontournable vis-à-vis de l'UE et une promesse forte de François Hollande à ses électeurs, veut que les Etats signataires soient sanctionnés par des amendes en cas de non respect d'un ensemble de règles drastiques telles :

- L'interdiction des budgets en déficit, ceux-ci devant être « en équilibre ou en excédent » ;
- La résorption de l'énorme dette publique (1800 milliards d'euros) au rythme moyen de 5% l'an (90 milliards d'euros/an !) ;
- L'adoption de « mesures structurelles » sous contrôle de la commission européenne ;
- L'obligation de garantir l'application du traité fabriqué par le tandem Merkel-Sarkosy grâce à « des dispositions contraignantes et permanentes (...) de préférence constitutionnelles » ; ce à quoi Hollande s'était bruyamment opposé...

Dans l'ensemble, ce pacte aboutit à une institutionnalisation et une généralisation à toute l'Europe des politiques ultralibérales ayant conduit plusieurs pays à l'état de délabrement et jeté les couches populaires dans une honteuse indigence.

Ce revirement de François Hollande confirme très clairement que les grandes envolées sur les investissements pour la croissance n'étaient que comédie électorale sans lendemain et que les programmes sociaux, le maintien et l'amélioration des services publics ne sont en rien la priorité pour ses amis et lui-même.

Le Parlement (ou le Congrès) qui, dans le dos du peuple, ratifiera ce pacte, se fera du même coup le complice d'une politique antisociale et liberticide. Aucun espoir dans une telle hypothèse de voir la situation de la santé publique, de l'école, de l'emploi, de la justice, du logement social, du transport public, des personnes âgées et de la petite enfance, s'améliorer d'un iota. Les quatre députés martiniquais, même s'ils votaient contre cet enfoncement dans l'austérité - ce à quoi à notre connaissance, ils ne se sont pas encore engagés ! - ne changeront aucunement le cours désastreux

des choses.

Pour nos propres intérêts de peuple martiniquais, il ne nous reste donc qu'une voie : nous unir avec toutes celles et tous ceux qui, dans les autres colonies, en France, en Europe, s'opposent à cette politique et qui dans l'immédiat pétitionnent pour exiger un référendum contre cette ratification de tous les dangers.

Sur cet enjeu essentiel, le GRS appelle l'ensemble des anticolonialistes et anticapitalistes martiniquais à s'unir pour une action organisée !

FDF le 6 juillet 2012.

**Pour le G.R.S.**

Max Dorléans - Max Rustal

---